Le chemin de Papou

Edition privée - mai 2014.

Albert Troël, 1914-1999

Le chemin de Papou

Nous aurions pu t'appeler grand-père, mais non, entre toi et nous, c'est Papou.

Papou, juste deux syllabes qui disent tout notre fierté et notre amour pour toi.

Toi, notre Papou baby-sitter, notre Papou inventeur-bricoleur, notre Papou blagueur, avec qui la vie n'est jamais triste.

Toi notre Papou patriarche qui nous a appris le sens de la famille et le respect d'autrui.

Il est vrai qu'avec toi, nous, tes petits-enfants, nous avons toujours raison. Mais tu veilles avec attention sur les chemins que nous prenons et, l'air de rien, de temps en temps, tu nous glisses un conseil.

Aujourd'hui, Papou, tu nous confies un secret : de là-haut, tu veilleras toujours sur nous.

Et nous, Valérie, Christine, Cédric, Olivier, Pierre-Yves, Jean-François, Frédéric, Antoine, Fabien et Alexandre, on t'en fait la promesse.

Papou, on gardera le secret : un secret entre toi et nous.

Lanrodec, le 15 juin 1999

- I -

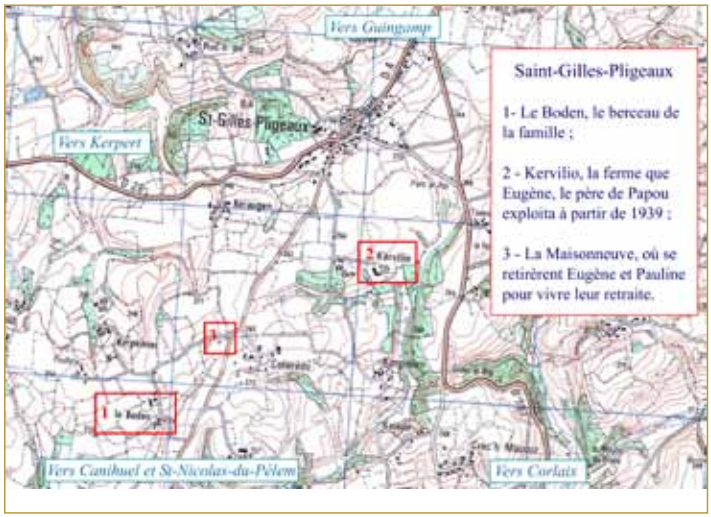
C'est un récit simplifié de ma vie écoulée que j'essaie de rendre compréhensible. Elle ressemble beaucoup aux chemins bretons de ma jeunesse : cahoteux et difficiles.

Ces quelques pages vous permettront de vous rendre compte, vous, mes petits-enfants, des difficultés d'il y a 50 et 60 ans [*Papou a écrit son texte dans les années 1980, après son premier AVC*]. Depuis le progrès a transformé notre existence en nous amenant le confort.

Mon père prétendait qu'aucune génération n'avait connu autant de changements que la sienne. J'ai subi d'autres bouleversements… et cela continuera.

Je suis né à Saint-Gilles-Pligeaux, le 5 novembre 1914, dans un petit village, « Le Boden », au début de la guerre 1914-1918, dans une famille qui s'agrandira de trois garçons et trois filles.

Mon père (votre arrière-grand-père) était absent pour ma naissance. Il était mobilisé depuis deux mois et demi ainsi que ses trois frères et trois de mes oncles maternels.



Les origines de mes parents

De mes premières années, je n'ai que de vagues souvenirs. Toutefois, je me rappelle que mon oncle Jean me portait sur son dos, à travers les sentiers de l'époque pour aller retrouver mes grands-parents maternels.

Ils habitaient le village de « Troubardou », distant de celui de mes parents « Le Boden » d'environ huit kilomètres. En fait de cet oncle je n'ai guère de souvenir, car il a disparu en mer, peu de temps après, sur un transport de troupes, « Le Provence », coulé en 1916, j'avais deux ans. [*caporal Jean-Marie Campion, né le 8 mai 1895 à Le Vieux-Bourg (Côtes d'Armor)*]

Deux de mes deux oncles, Pierre-Marie et Auguste Campion, sont revenus sains et saufs de cette guerre. Un autre oncle André Troël y est décédé.

Pendant ce temps, ma mère était seule dans sa petite ferme du « Boden ».

Il lui a fallu trouver de l'aide pour accomplir les gros travaux de la ferme.

Des ouvriers ! Pas facile : tous les hommes valides étaient au front.

Après quatre ans, ce cauchemar s'est terminé et, le 11 novembre 1918, toutes les cloches des environs se sont mises en branle pour nous annoncer la fin de la guerre. Ce jour là, j'accompagnais ma mère aux champs. Elle ramassait de la nourriture pour ses bêtes. La joie dominait, je le sentais, et ma mère essayait de me faire comprendre que mon père allait nous rejoindre. Ce père que je ne connaissais pas !

Il a été libéré en 1919. Je venais d'avoir quatre ans.

Le sentier qui le ramenait à la maison passait par chez ma grand-mère et sa première visite fut pour sa mère.

Je crois encore me rappeler sa tenue : une chéchia, coiffure portée par les soldats d'Orient et la tenue bleu horizon.

Mon père s'était honorablement distingué pendant ces quatre années de guerre : trois fois blessé, plusieurs fois cité : croix de guerre et médaille militaire. Il reçut également la légion d'honneur en 1963.

La vie à la maison avait repris son cours normal et aucun fait notable n'a marqué ma mémoire jusqu'à mon entrée à l'école en 1919 ou en 1920…

La décision fut prise de m'envoyer au Vieux Bourg dans une école libre, selon les convictions de mes parents et aussi celle de mon oncle Auguste prêtre. J'ai donc rejoint la maison de ma grand-mère et de mon oncle célibataire, Tonton Pierre-Marie. Cette séparation a-t-elle été dure ? Sans doute, mais je ne m'en souviens plus. J'ai gardé longtemps la nostalgie de mon pays natal et lorsqu'il m'arrivait d'aller sur les hauteurs du « Tertre au Coulon », dans les champs de ma grand-mère, j'aimais regarder dans cette direction et j'y apercevais mon clocher… et je devinais ma maison.

Je me suis quand même bien adapté à ce changement, car ma grand-mère faisait tout ce qu'elle pouvait pour me rendre le séjour agréable.

Mon nouveau village s'appelait « Troubardou » sur les bords du Gouët – Gouët , un nom breton qui signifie « sang ». Il existe une légende le concernant : nos ancêtres

Papou et sa maman Pauline.
Photo prise (en 1916 ?) pour Eugène qui, mobilisé sur le front, n'avait pas encore vu son fils.

prétendaient que durant la guerre entre Gaulois et Romains, sur les hauteurs des monts d'Arrée - le « Tertre au Coulon » en étant le point culminant -, les affrontements furent si violents que le sang des victimes inondait les pentes jusqu'à la rivière.

Mon premier contact avec mes camarades d'école me posa quelques problèmes car ils ne parlaient que le patois gallo, un parler qui ne m'était pas familier, mais que j'arrivais tout de même à déchiffrer, car ma mère le parlait parfaitement, tandis que mon père pratiquait le breton. Et il arrivait que, dans leurs moments de litiges, chacun se défendait dans sa langue.

Mes premières années d'école n'ont rien de marquant et mon comportement ne fut, ni mieux, ni pire que celui des autres. Nous étions une dizaine, garçons et filles, sur le chemin de l'école, traînant nos sabots cloutés, chaussures de l'époque.

Deux camarades de mon village faisaient partie de la bande. De caractères différents, il arrivait qu'il y ait discorde entre les deux, ce qui m'obligeait à jouer le médiateur. Si leur comportement n'était pas toujours un modèle, étant le plus jeune, je devais malgré tout m'y adapter.

Un jour que nous flânions, à deux, derrière le groupe, il nous vint l'idée de faire

un tour dans les prés. C'était le printemps et, le soleil aidant, nous décidions de faire la chasse aux sauterelles. L'heure de la rentrée en classe étant passée, nous ne pouvions plus nous y rendre sans nous faire tirer l'oreille. Ce fut la première journée d'école buissonnière. Cette journée ne nous a pas posé de problème, car, dans notre musette, il y avait le casse-croûte. Nous nous sommes tenus à distance des sentiers fréquentés, tout en guettant le retour des élèves qui avaient suivi l'école, afin de ne pas rentrer avant l'heure à la maison. Enhardis par notre exploit, le lendemain nous repartons dans les champs. Nous jouons au petit téléphoniste en tirant des lignes, faites de brins de joncs noués entre eux et tendues d'un arbre à l'autre. Tellement occupés par nos travaux que nous oubliions de surveiller le retour des élèves studieux et, dépourvus de montre, nous arrivâmes à la maison une heure trop tôt. Il fallut s'expliquer. Que dire ? « L'école s'est terminée plus tôt aujourd'hui ». Pendant quelques jours, je fus très inquiet, mais il n'y eut pas d'enquête, donc pas de punition. Nous reprîmes le chemin de l'école bien sagement.

Notre nourriture pour la journée était bien simple : deux tartines de pain beurre, une pour la récréation de dix heures, l'autre pour celle de l'après-midi. A midi, nous déjeunions au bourg chez la Mère Blanchard. Au menu : une soupe chauffée dans la cheminée.

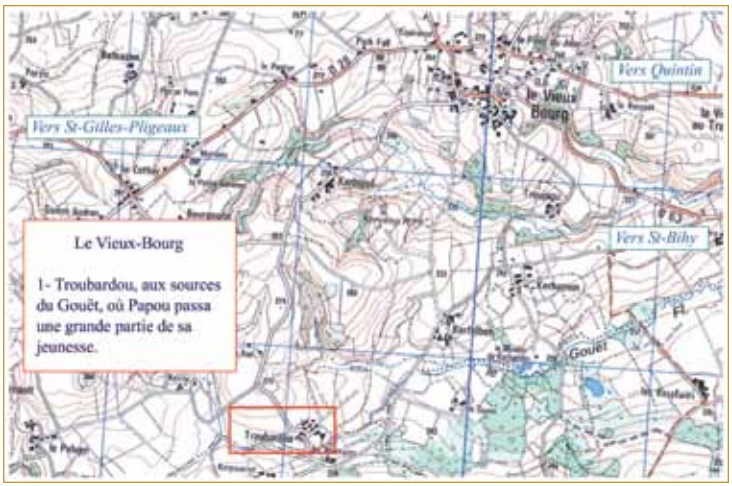
Un jour, mon voisin de table découvre, dans son écuelle, un insecte : cela m'a coupé l'appétit pour longtemps. Alors lorsque la Mère Blanchard tournait le dos, nous en profitions pour vider notre ration sous le buffet. Une partie était absorbée par la terre battue et le reste par le chat. Mais notre cuisinière le remarqua. A partir de ce moment, elle nous surveilla et « la dégustation » de la soupe s'éternisait…

Ma grand-mère est décédée subitement un dimanche matin, en allant à la messe. J'étais parti avant elle et je ne devais rentrer que dans l'après-midi, car il fallait assister au catéchisme à 13 heures. C'est en me présentant à la soupe, à midi, que la Mère

Blanchard m'a demandé de rentrer à la maison, me disant que grand'mère était malade. J'étais inquiet de ce brusque changement, car je l'avais quittée, le matin, et elle était apparemment en bonne santé. Mais en arrivant à Troubardou, j'ai compris, toute la famille était là, et le pire était arrivé. Grand-mère avait 64 ans. Son cœur était fatigué depuis longtemps déjà, mais, en ce temps-là, on hésitait à consulter le médecin.

Je suis donc resté avec mon oncle Pierre-Marie pendant deux ou trois semaines, jusqu'à ce qu'une décision soit prise. C'était en septembre 1924.

La famille de ma grand'mère exploitait cette ferme au Vieux Bourg depuis plusieurs générations et l'oncle Auguste, prêtre, ne tenait pas à ce qu'on l'abandonne. Il fut donc décidé que mes parents quittent « Le Boden », à Saint-Gilles-Pligeaux, pour exploiter la ferme de Troubardou.



Dans mes dernières années de scolarité, il a fallu travailler sérieusement pour préparer le certificat d'études.

Le jour de ma première communion, il pleuvait. J'avais un costume neuf, mais oubliant les recommandations du départ, je m'allongeais dans la boue avant l'entrée à l'église. Inutile de vous raconter ce que j'ai entendu !… On m'a nettoyé du mieux possible. Ce n'était pas parfait, mais le soleil étant revenu, l'après-midi, j'étais finalement à peu près propre pour les vêpres.

J'ai passé mon diplôme la même année. Comme l'instituteur m'avait proposé de me présenter l'année précédente, j'abordais cette épreuve, décontracté, et cela s'est bien passé.

Comme j'étais jeune et trop fluet pour rendre service à la ferme, mon père décida de me laisser à l'école durant un an. Durant cette année supplémentaire, l'instituteur m'a donné quelques cours d'agriculture, dans la mesure de ses possibilités. Pour moi, ces cours étaient franchement inutiles.

Donc, à douze ans, j'avais terminé mes études, mes parents ayant jugé que mes connaissances étaient assez élevées pour cultiver la terre. Je vous dirai qu'alors, je n'étais pas trop déçu de quitter l'école. A cet âge, je ne voyais que le bon côté : « la liberté ».

A la ferme.

Les premiers temps, le matin, je conduisais les bêtes au champ ; le soir, je les ramenais à l'étable. L'après-midi, j'aidais l'ouvrier aux travaux de la ferme. Petit à petit, le travail est devenu très sérieux et l'on comptait sur mon rendement. Je me souviens de mon premier jour de binage : j'avais bien du mal à suivre l'ouvrier, le dos courbé, je souffrais des reins. Mais j'ai vite compris que mes parents comptaient sur moi et que je devais accomplir le même travail que le commis. Ce jour-là, j'ai réalisé qu'en quittant l'école je ne savais pas ce qui m'attendait.

Petit à petit, mais péniblement, j'ai pris le rythme de mon équipier. Nous étions chargés des gros travaux. Mon oncle Pierre-Marie était, lui, le charretier.

Levés tôt, il fallait nourrir les bêtes, avant le café. Ensuite, nous prenions la direction des champs. En hiver nous y étions avant le jour et la journée se terminait à la nuit.

Et les années passaient… Nous manquions de distractions à cette époque. Les jeunes de mon âge organisaient entre eux des bals de ferme, mais cela ne m'attirait pas du tout.

Il existait une revue pour les jeunes : « A la page ». Je fus abonné. Cette revue hebdomadaire présentait une rubrique « radio ». On y traitait des montages simples dont le poste à galène. Cela m'a passionné. Et toutes les semaines, j'attendais mon journal avec impatience. Au bout de quelques mois, je me payais ma première installation de T.S.F. et ce, grâce à mon oncle Pierre-Marie, qui, s'il n'était pas facile quand il avait bu, avait le cœur sur la main quand il était à jeun.

Lorsque j'eus la chance d'aller en ville, j'achetais des livres traitant de la radio. Ayant enfin acquis le matériel nécessaire pour mon premier montage, je me lançais dans

l'aventure. L'élément principal et indispensable pour pouvoir capter quelque nouvelle était l'antenne. La place ne nous manquait pas à la ferme. J'avais imaginé une installation avec un câble de 120 m de long, commandé « rue Lazare Carnot, à Paris ».

Un dimanche, aidé de mes deux frères André et Jean, nous nous mettons au travail, et les 120 m de câble furent tendus entre deux grands arbres et, le soir, nous avions la radio sur écouteur. Mais la qualité d'écoute était réduite. Il y avait peu de sélectivité. C'était le début de ce petit matériel. Malheureusement, la nuit suivante, le vent a démoli notre installation. Je ne me décourageais pas. Quelques jours plus tard, je remontais mon antenne sur des fixations plus stables. Le résultat fut le même. Cette installation avait un seul avantage, elle fonctionnait sans électricité. Je rêvais à de meilleures performances… Mais les moyens me manquaient.

Au cours de mes visites chez les professionnels de la vente radio, je réussis à me procurer un appareil à six lampes, en panne. Il ne me coûta pas cher. Je comptais récupérer des pièces pour en faire un montage simplifié à trois ou quatre lampes. Mais, entre temps, j'avais découvert dans ma documentation un schéma de radio qui semblait s'apparenter à l'appareil acheté. Je décidais donc de remettre ce dernier en état de fonctionnement, mais avec une présentation nouvelle. Les appareils des années trente se composaient de trois éléments séparés : l'alimentation batterie,

l'antenne remplacée par un câble orientable et le haut-parleur.

Avant de donner vie à cet ensemble et ne disposant pas d'électricité, il fallait donc acheter des batteries, piles et accus. Avec le temps et de la patience, j'ai enfin pu acquérir une pile 90 volts et une batterie 4 volts d'occasion, ainsi que l'indispensable voltmètre 6/90 volts. J'étais donc armé pour ma tâche : moderniser l'ébénisterie, qui contenait désormais l'ensemble radio et haut-parleur, et faire fonctionner l'ensemble.

Atteint par ce virus, je veillais très tard. Je commençais vers 20 h 30 pour terminer souvent vers minuit ou plus tard. C'était l'hiver, sans chauffage. C'est un peu fébrile que j'effectuais mon dernier branchement : victoire ! Cà marche : c'était une émission d'accordéon. J'étais comblé. Accaparé par ce passe-temps, mes soirées d'hiver étaient désormais bien remplies.

La vie continuait à la ferme. Mon père s'était un peu modernisé : un petit moteur à essence de trois chevaux avec transmission avait pris le relais de nos bras et nous étions ainsi soulagés. Le mécanicien qui avait effectué cette installation me connaissait, car je lui rendais visite de temps en temps et il devinait mes aptitudes. Un soir, il proposa à mon père de me prendre comme apprenti, mais la réponse fut « non ». Etant mineur, je ne pouvais rien contre la décision paternelle. J'étais très déçu, car je voyais s'envoler la seule occasion d'avoir un métier.

Au début des années trente, le progrès était encore très lent, mais il s'imposait.

Pour résoudre le problème des battages, deux villages se sont groupés pour former une société et ainsi faire l'acquisition d'une locomobile devant entraîner une batteuse. Pour former un chantier, chaque ferme devait fournir deux personnes et, dans cette équipe, j'avais à cœur de tenir mon rôle comme tout le monde, même sans être costaud. Cette période de battages ne m'était pas désagréable. L'équipe devait être sur le chantier vers 7 h 30 environ. Mais avant de quitter la maison nous avions déjà fauché et rentré le trèfle pour la nourriture des bêtes. La journée se terminait très tard

le soir. Après cette période, qui durait environ un mois, nous nous retrouvions en automne avec des nuits plus longues et, vers 20 h ou 21 h, je retrouvais mon repaire. C'était un dérivatif à ce travail à la ferme, auquel je ne m'adaptais pas. J'attendais donc mon départ au régiment, c'était ma seule issue de sortie.

En 1934, comme tous les jeunes de mon âge, je me présente au recensement de la classe 1934, en même temps que la « 35 ». Je suis convoqué au conseil de révision à la mairie de Quintin. Ce jour-là, je fis la connaissance d'un cousin de la ville, Joseph Belloeil. A cette occasion, mes parents étaient aussi invités dans sa famille.

Je fus ajourné pour le service militaire (trop fluet). L'année suivante, encore ajourné. En avril 1937, je fus enfin reconnu « bon pour le service ». Mais pas de chance, ma classe était la première à effectuer deux ans de service militaire.

Au mois de novembre 1937, je reçois ma convocation pour rejoindre le 24e régiment d'infanterie, basé au camp de Satory, à 2 km de Versailles.

Le jour de mon départ, c'est avec un petit pincement au cœur que je dis au revoir à ma mère, mon père était absent. J'avais 2 km à parcourir avec ma valise (en carton) pour rejoindre le bourg du Vieux-Bourg où un petit car nous conduisait à Quintin. Cette ville était desservie par le petit train Saint-Brieuc–Pontivy. A la gare de Saint Brieuc, il y avait déjà de l'ambiance. De nombreux jeunes gens étaient rassemblés sur le quai pour rejoindre la caserne. Au début du parcours, toutes les têtes se pressaient par les ouvertures et chacun se manifestait par des cris ou chansons. Mais, petit à petit, la fatigue et le dépaysement se faisant sentir, le calme revint.

Nous arrivons enfin à la gare de Versailles-Chantiers, le terme de mon voyage. Le train se vide de la grande partie de ses occupants. Dans les années trente, Versailles était peuplé d'autant de militaires que de civils.

Nous sommes aussitôt « cueillis » par un groupe de soldats venus nous encadrer, pour nous conduire, à pied, à Satory. La côte était longue et ma valise était lourde. Enfin nous arrivions. Nous voici locataires de la caserne Fesch pour deux ans. Nous occupons une grande chambre meublée de lits à ressorts métalliques, mais le confort nous importait peu, et sitôt allongés, sitôt endormis.

J'étais encore en plein sommeil, lorsque retentit la sonnerie du clairon. Cette musique étrange m'a ramené à la réalité. Nous comptions ce matin-là, 730 jours « au jus », nous ne connaissions pas encore les rallonges.

La première journée de caserne fut chargée. D'abord l'immatriculation, puis l'habillement : ce n'était pas du sur mesure ! Chacun choisissant, avec plus ou moins de chance, la veste et le pantalon qui lui convenaient le mieux. Pour celui qui n'avait pas trouvé sa taille, restait à négocier un échange avec « le garde-mites ». Cela se concluait à la cantine du père François, car pour le personnage qui détenait cette planque, il n'y avait pas de service gratuit.

Le lendemain, dimanche, jour de la messe. Le sergent de semaine est passé pour

inscrire ceux qui désiraient s'y rendre. Presque tous étaient volontaires : c'était la première sortie. Nous nous y sommes rendus, escortés par un gradé.

La semaine suivante commençaient les choses sérieuses : marches au pas, en cadence, demi-tour, puis le maniement d'armes, et les défilés avec équipement complet. Cela fut assimilé en quelques semaines. Ensuite, place aux manœuvres de combat sur le terrain des chars de Satory. Le soir, nous rentrions couverts de boue et quelque soit l'état de notre tenue, nous devions être impeccables pour le rassemblement du lendemain matin. La discipline était dure dans notre compagnie et certains gradés avaient un peu trop de zèle. Quelques camarades avaient du mal à suivre le régime de cette formation. Si, dans le groupe, l'un d'entre nous avait le moindre défaut dans sa tenue, tous les hommes devaient retourner se rhabiller et cela pouvait se répéter quatre ou cinq fois de suite...

Nous traversions la partie la plus difficile de notre formation, nous faisions nos classes et cela durait trois mois.

Le programme de notre formation comptait aussi les marches avec équipement, qui s'allongeaient progressivement de quinze à vingt puis trente kilomètres. La plus pénible fut celle que l'on appelait « marche forcée ». Elle nous menait de Satory au camp de Mailly dans la Marne. Le commandant avait décidé que nous devions l'accomplir avec notre chargement complémentaire. Nous attaquions notre parcours au début de la nuit. La première partie s'effectua sans mal, mais les dernières heures furent très pénibles. J'étais tellement épuisé que je dormais en marchant et à la pause, chacun s'allongeait là où il se trouvait. Le commandant était à cheval et non chargé ! Nous sommes arrivés au petit matin avec des figures méconnaissables. Après une journée de repos, le retour fut encore fait à pied et de jour mais dans de meilleures conditions.

Notre incorporation coïncidait avec l'ouverture à Paris de la foire exposition

internationale. Paris était à un quart d'heure en train, nous ne payions que quart de place. Cette sortie en valait la peine. Nous partîmes à trois.

A l'entrée de la foire, se trouvaient les deux stands imposants du Reich allemand et de l'U.R.S.S . Chacun arborait son emblème : une immense croix gammée pour l'Allemagne et la faucille et le marteau pour la Russie. Mais nous n'étions pas là pour admirer la propagande d'Hitler ou de Staline.

Sans l'avoir cherché, il faut le reconnaître, nous arrivions sur les stands de dégustation. Comme on ne refuse rien à un soldat (à cette époque du moins), bien persuadés que nous ne venions pas pour affaires (notre tenue ne pouvait tromper personne), les exposants nous offraient une dégustation, « Suze, Dubonnet, etc. » que nous acceptions sans nous soucier de l'heure de l'apéritif. Le moment du retour approchant, c'est un peu euphoriques que nous rejoignions Satory.

Le lendemain matin avait lieu la première piqûre. L'un de mes camarades et moi avons bien supporté cette épreuve, mais le troisième a été très secoué. Etait-ce la conséquence de l'alcool de la veille ? Nous ne l'avons pas su.

Notre régiment était aussi appelé à participer aux cérémonies du 14 juillet et du 11 novembre à Paris. Cela demandait une préparation qui durait trois ou quatre jours. Ces défilés étaient fatigants, car le parcours était long. La distance parcourue pour nous rendre sur les lieux, à pied, plus la descente des Champs-Elysées était évaluée à 16 kilomètres. J'ai toujours fait partie de ce petit groupe de sélectionnés et j'étais volontaire, car, en plus du repas amélioré de ce jour, nous bénéficions de deux jours de permission.

Durant mon incorporation, eut lieu à Versailles, l'élection du Président de la République par les deux assemblées réunies en congrès au château de Versailles. Ce jour-là, je faisais partie de la garde d'honneur. Je me souviens d'un cafouillage lors de notre mise en place, ce qui m'obligea à passer entre deux notables, dont Edouard

Herriot. Mais l'incident n'a pas été jugé grave, puisqu'il n'y a pas eu de remarque.

Pendant ces deux années passées à Satory, nous avons subi les périodes de manœuvres : l'une au camp de Mailly dans l'Aube, l'autre à Mourmelon dans la Marne. En période d'été, c'était de l'exercice sur le terrain. Ce n'était pas désagréable, mais lorsqu'il pleuvait, cette terre crayeuse nous collait aux souliers et quel travail pour le nettoyage !

Comme complément de notre formation, nous étions sollicités pour certaines spécialités en « planques » : responsable du magasin d'habillement, de l'armurerie ou encore de la cantine.

J'ai préféré une spécialité et j'ai sauté sur la première occasion : celle du renseignement. J'ai regretté ma précipitation, si j'avais été plus patient, j'aurais pu rentrer dans les communications, ce qui s'est présenté par la suite. J'ai essayé de changer mais sans succès. Je me suis donc adapté à mon nouveau rôle et ceci ne m'a pas déplu. Mon travail consistait à me rendre sur le terrain muni d'appareils de relevés d'angles. Nous devions noter avec précision les anomalies constatées. Une occupation de tout repos en pleine campagne (en temps de paix).

Une année s'était écoulée et les « bleus » (ceux de la classe suivante) étaient rentrés. Une partie de nos contraintes disparaissaient, les corvées étant réservées aux nouvelles recrues. Nos nouveaux locaux étaient plus tranquilles et la surveillance se relâchait un peu.

J'avais l'habitude de sortir avec le même camarade, Robert Pierre, que j'ai revu, 43 ans plus tard, sur les lieux de combat de juin 1940 dans les Ardennes.

Ensemble nous avons usé les clous de nos souliers sur les pavés de Paris. C'était notre sortie habituelle, lors d'une permission. Nous avions l'habitude de faire une pause dans un café, rue de l'Orangerie à Versailles, avant de rejoindre la caserne. En dehors de ces balades, nous n'avions pas l'occasion de nous retrouver car il était

infirmier, donc logé dans les locaux de l'infirmerie, à l'écart des tracasseries de la compagnie, et homme de confiance du médecin-capitaine.

Un jour, il me fit une proposition : « Serais-tu intéressé par un stage chez nous ? » Etant en bonne santé, je ne voyais pas de raison pour rentrer à l'infirmerie – J'attendais ses explications ! – « Si tu es d'accord, me dit-il, inscris-toi dans les consultants, le médecin te fera des papiers en règle, puis tu donneras un coup de main pour les livrets médicaux. » - Ma réponse fut oui, bien sûr. Cela me permettait d'échapper à toutes les autres contraintes du soldat. Me voilà donc embauché pour un petit travail tranquille ne demandant aucune connaissance.

Mon capitaine s'inquiéta de mon absence prolongée de la compagnie, mais l'avis du médecin-capitaine primait sur celui de l'autorité militaire et j'étais donc en règle. Le premier stage dura un mois, ce qui me permit de sortir ensuite avec quinze jours de convalescence. L'affaire en valait la peine !

A mon retour de permission, je réintégrais ma compagnie en toute tranquillité. Je retrouvais, avec mes camarades, le train-train quotidien, y compris les tours de garde.

Pendant une de ces gardes, à l'entrée de la caserne, j'eus l'occasion de saluer notre médecin-major, un peu surpris de me retrouver là… Il me proposa de reprendre ma place à l'infirmerie, que je réintégrais dès le lendemain… Encore un stage de un mois à l'infirmerie, puis quinze jours de convalescence que je passais chez mes parents.

Durant cette permission, je reçus un télégramme pour un retour immédiat à la caserne. Mais après réflexion (je n'étais pas en permission, mais en convalescence), j'ai pensé à une farce de mes compagnons de chambrée. Je n'ai pas bougé et j'ai bien fait ! C'était bien une farce !

Pour une autre permission, à l'occasion des fêtes de Noël, je prenais le train pour la Bretagne. Je sautais dans le premier train en partance pour Saint-Brieuc. Mais le wagon était glacial. Impossible de fermer une vitre gelée. Les compartiments étant

surchargés, j'ai dû passer la nuit dans cette glacière, avec une tempête de neige. De Saint-Brieuc, je prenais un petit train pour Quintin où j'espérais trouver, comme d'habitude, un car pour le Vieux-Bourg. Mais le temps était si mauvais : pas de car ! Je n'avais plus qu'une solution : parcourir à pied les dix kilomètres, dans la neige, traînant ma valise. Arrivé à mi-chemin, je dus laisser ma valise dans un café. J'avais alors le choix entre deux directions : la moins exposée était un peu plus longue, et l'autre, la plus courte passait par les hauteurs des Monts d'Arrée, balayées par la tempête. Je choisis cette dernière ! Etait-ce le bon choix ? Je n'en sais rien. J'eus énormément de mal à rejoindre la maison, car la couche de neige s'épaississait. Les flocons étaient si denses que la route et les douves se confondaient. Parfois, j'enfonçais jusqu'aux genoux. C'était une sérieuse épreuve.

Dans la valise que j'avais abandonnée au café, il y avait du matériel radio acheté à Paris, de quoi m'occuper pendant mes soirées de permission. Je pus le récupérer le dimanche suivant. Cette période de fêtes était un moment de relaxation à la campagne. Le soir, il y avait des visiteurs pour la veillée, mais je préférais le bricolage.

Début de l'année 1939, rien de spécial : programme normal : manœuvres au camp de Mourmelon, assez éprouvantes pour nous les fantassins, car elles comportaient des exercices de nuit, mais c'était moins monotone que la vie de quartier.

Puis il y eut le défilé du 14 juillet, mais nous ne savions pas que c'était notre dernier à Paris…

Depuis quelque temps, les nouvelles en provenance d'Allemagne étaient alarmantes. Les discours d'Hitler devenaient de plus en plus provocants.

Un jour, début septembre, alors que nous étions en déplacement dans la région parisienne, nous reçûmes l'ordre de regagner la caserne et de nous préparer pour une direction encore inconnue.. Le soir même, nous quittions Satory pour ne plus y revenir. Adieu Satory !

La Guerre…

Le lendemain matin, nous mettons pied à terre dans une petite gare de la Meuse, à Dun-Doulcon. Une marche nous mène à Louppy-sur-Loison, notre premier campement. Nous nous installons dans une grange de ferme pour un mois environ.

Pendant ce temps, les contacts entre Daladier et Chamberlain, d'une part, et Hitler, d'autre part, n'ayant pas abouti, l'Allemagne envahit la Pologne. Un traité d'assistance liant la France à la Pologne, nous déclarons la guerre à l'envahisseur, l'Allemagne. L'Angleterre, notre alliée, nous avait précédé de quelques heures.

Courant octobre, mon régiment quitte Louppy-sur-Loison pour les abords de la ligne Maginot, le long de la frontière du Luxembourg. Nous séjournons à Mortfontaine, un petit village, environ deux mois.

Certains régiments sont déjà engagés dans les combats, le long de la frontière, mais, pour nous, la situation est toujours calme. En fin d'année, nous sommes à Trieux, en Meurthe et Moselle. Là, j'ai la chance de partir huit jours en permission et ainsi de retrouver la famille. Au retour, je rejoins le 24è R.I sur la route Metz-Sarrelouis. Nous nous trouvons désormais dans la zone des combats. Nos camarades fantassins ont rejoint leur poste et sont en contact avec les « fritz » (les Allemands). Mon groupe se trouve dans un petit bois au bord d'une route. Notre artillerie, qui se trouve en arrière, est en pleine action. Elle envoie une bordée d'obus en face. Les Allemands répliquent et, cette fois, c'est nous qui récoltons. Ce sont des obus fusants qui éclatent au-dessus des arbres. Très dangereux ! Mais aucun de nous n'a été touché. C'était notre baptême du feu !

Nous sommes en plein hiver et, dans l'Est, cette saison est plus dure que chez nous. Il faut croire que celle de 1939 a encore été plus marquée, car la ligne électrique

qui longe la route conduisant vers la Sarre fut détruite par le poids du givre.

Dans la grange qui nous abritait, nous n'avions comme couchettes que des gerbes de blé, non battues. Nous n'avions pas le droit d'enlever nos chaussures, nous n'aurions pas pu les rechausser le matin, car le cuir était raidi par le gel. Le pain et la boisson étaient aussi gelés. Malgré cela, nous tenions le coup et il n'y aura pas de malades à déplorer.

Puis les premiers contacts avec l'ennemi. Cela se traduit par quelques accrochages de nuit, plus fréquemment entre patrouilles de reconnaissance qui essayaient de repérer les emplacements des mitrailleuses. La consigne était de ne pas tirer, car un endroit dévoilé avait toutes les chances de se faire détruire par l'artillerie.

34. Hitler réplique aussitôt en demandant à Goering, maréchal du Reich, d'envisager un conflit de sept années. En attendant, chaque jour passe en apportant son cortège de héros et de victimes. C'est le premier blessé et le premier mort de la compagnie ; c'est aussi le premier cadavre allemand autour duquel on se presse sans trop comprendre que c'est sous cet aspect perfide que la guerre fait son entrée dans l'existence des hommes. Et, insensiblement, le nombre des croix de bois augmente.

La fameuse photo sur laquelle Papou s'est reconnu. Il a noté sa position d'une croix (en haut à droite).
Penché sur le soldat mort, il est en tenue de sortie, la fourragère sur l'épaule. Ses compagnons portent la tenue de combat avec le casque.

Nos patrouilles ramènent les premiers prisonniers allemands. Je remarque qu'ils sont mieux habillés que nous. Puis ce sont les premiers morts chez nous. A ce propos, je me suis reconnu sur une photo narrant la guerre 1939-1945. Cette photo d'un correspondant de guerre donne bien tous les détails de ma position au coin de la charrette des paysans contenant le corps du premier tué, l'un de nos camarades. Hélas ! Ce n'était que le début et pas encore la vraie guerre.

Depuis quelque temps, la neige recouvrait le sol. Une équipe de réservistes était passée pour nous construire un abri, creusé à flanc de coteau. C'était un trou d'environ deux mètres sur deux mètres, recouvert de gros rondins avec ouverture côté surveillance. Cet abri était nécessaire pour la protection de nos appareils d'observation et nos cartes. Nos soldats de l'avant ne bénéficiaient pas des mêmes avantages, du fait de leur mobilité.

La nuit, nous apercevions, dans les parages, les patrouilles ennemies, mais l'ordre était de ne pas se faire repérer. Notre rôle n'était pas de combattre mais de renseigner.

Par contre, devant nous, aux avant-postes, il y avait souvent des échanges de tirs, de part et d'autre.

Nous quittons notre poste dans le courant du mois de mars. Après avoir été remplacés, nous allons au repos à l'arrière. Ces quelques jours nous permettent de nous défouler et de retrouver ainsi une vie plus proche de la normale.

Puis, nous regagnons notre repaire. La situation n'a pas évolué, à part le dégel et la fonte des neiges. Notre « local » est inondé et nous avons de l'eau jusqu'aux genoux, malgré nos bottes et les cailloux que nous mettons sous nos pieds mouillés. Mais ne pouvant abandonner notre cabane, il nous faudra patienter jusqu'à ce que le sol absorbe cette mare.

Fin avril 1940, la relève vient prendre possession de notre poste : quatre soldats qui nous remplacent, mes camarades et moi. Au moment où nous leur passons les consignes, les Allemands déclenchent un violent tir d'artillerie. Quelques obus tombent à côté. Un ou deux touchent le toit de notre refuge, fait de troncs d'arbre et de terre. La fumée et les gravats envahissent l'abri. Pas de blessé. La canonnade a duré une demi-heure. L'accueil fait à nos remplaçants n'est pas réjouissant…

Nous rejoignons Dieulouard, près de Pont-à-Mousson, au repos. Nous sommes en mai. Je bénéficie d'une permission et je rejoins mes parents à Kervilio, en Saint-Gilles-Pligeaux, dans leur nouvelle ferme. Tous, à la maison, suivent avec intérêt les

événements sur le front. Ils sont les seuls dans leur quartier à avoir la radio. Pendant ces quelques jours de permission, je donne un coup de main aux travaux en cours. Tout le monde est inquiet. L'activité s'est un peu ralentie. Mon père qui a fait la guerre précédente (1914-1918) ne peut pas croire à la fin de celle-ci sans de sérieux combats et il avait raison.

Dans les derniers jours de ma permission, la radio nous annonce d'importants mouvements de troupes allemandes à la frontière. Elles ont envahi la Belgique. Les événements prennent de l'ampleur. J'ai cependant la chance de pouvoir profiter de ma permission jusqu'à son terme.

Kervilio :

- Page précédente : les étables, avec, au fond de la grande cour pavée, la maison d'habitation ;
- ci-dessous : la partie droite de la cour, avec à gauche, la maison d'habitation, puis le grand porche ouvrant sur l'écurie des chevaux. La porte à droite du porche permet d'accéder aux étages et à l'arrière du corps de ferme, dans le parc du château. Les grands bâtiments sur la droite ont aussi été habités. A l'extrême droite, la soue des cochons ;
- ci-contre : Kervilio, au cadastre de 1839.

Je quitte donc mes parents dans la deuxième quinzaine de mai pour rejoindre mon régiment, quelque part dans l'Est. Arrivé à Paris, direction gare de l'Est où je prends le train vers les zones de combats. A partir de Châlons-sur-Marne, il y des haut-parleurs dans toutes les petites gares nous donnant les consignes pour retrouver nos régiments respectifs, en mouvement à la rencontre de l'ennemi.

Nous sommes retardés sur les routes encombrées par le flot des réfugiés fuyant les zones de combat : c'est la pagaille et l'affolement. Notre camion a du mal à se frayer un passage pour rejoindre nos postes.

Et, devant nous, il n'y a plus personne… Le front est crevé et nous allons à la rencontre de l'ennemi. Notre mission est de l'arrêter sur l'Aisne. Notre transport nous débarque à quelques kilomètres du front et nous terminons le reste du trajet à pied et de nuit, bien entendu.

Soudain, nous sommes interpellés par les occupants de deux side-cars français qui nous ont pris pour des allemands et qui ouvrent le feu après sommation… mais sans attendre la réponse. Par chance, nous marchons le long d'une voie charretière, un peu surélevée. Nous nous couchons à terre et sortons heureusement indemnes de cet incident, grâce à cet accident de terrain. Nous avons failli nous faire tuer par les nôtres !

Au cours de la nuit, chacun a rejoint son poste. Le premier accrochage ne tarde pas. Fusils-mitrailleurs et mitrailleuses entrent en action jusqu'au matin. Dans la journée, le calme revient et les hostilités reprennent la nuit suivante.

Ces premières rencontres ont déjà coûté cher. Certains camarades ont payé de leur vie. Ces engagements ont été trop rapides, sans protection (tirs d'artillerie) préalable.

Par la suite, pendant une quinzaine de jours, il y eut un calme relatif, le front s'étant stabilisé sur l'Aisne. Mais nous devons aménager un poste d'observation. Le lieu nous est imposé, en plein milieu d'un champ de blé. La verdure des plantes semées nous

Extrait d'une vieille carte de Papou, situant Blanzy-la-Salonnaise, commune riveraine de l'Aisne, à 35 km au nord de Reims.

arrive à peine aux chaussures. Le champ est en pente, orienté vers l'ennemi et à découvert. Il faut y creuser un abri et nous ne pouvons y travailler que la nuit. Nous transportons la terre, à dos, dans nos toiles de tente. Notre refuge (0,5 m sur 1 m) peut recevoir deux personnes. Je le partage avec un professeur de Meaux dont j'ai oublié le nom et l'adresse – je le regrette beaucoup. Il est impossible de quitter cet emplacement dans la journée sans risquer de se faire repérer. Si mes souvenirs sont exacts, nous avons occupé ce « trou » huit jours environ avant d'être relevés.

Fin mai, nous quittons ce secteur pour nous porter plus vers l'ouest, dans le secteur de Blanzy-la-Salonnaise – Château-Porcien, sur les bords de l'Aisne, et Saint-Loup-Champagne, situé plus au sud [*le centre de ce secteur délimité par ces trois communes proches est situé à 35 km au nord de Reims*].

Pendant les derniers jours de mai et les huit premiers jours de juin 1940, excepté quelques tirs de harcèlement, il n'y a pas grand-chose à signaler.

L'enfer…

9 juin 1940, quatre heures du matin :

Je viens de prendre mon tour de garde et, soudain, c'est le feu sur toutes les crêtes en face. Sur la totalité de la perspective qui s'offre à moi, ce ne sont que bouches de canons crachant leurs obus sur notre artillerie située derrière moi et sur nos camarades qui défendent les premières lignes sur l'Aisne. Pour le moment, il semble que notre petit groupe soit épargné. La bombe la plus proche est tombée à environ dix mètres. Pas de blessés, et si quelques obus tombent encore, çà et là, nous nous en tirons bien. Par contre, nos copains, au bord de l'Aisne, subissent un déluge d'acier. Et bientôt, nous ne les distinguons plus dans la fumée accompagnant les explosions. Il eut été juste que nous nous portions à leur secours, notre rôle aux renseignements devenant inutile face à la difficulté de transmettre. Mais la discipline nous commandant de rester sur place, nous assistons impuissants au drame.

Vers neuf heures, un bruit court : « Nos chars arrivent. » Hélas ! Déception… Les vieux chars que nous possédions ont voulu se porter à notre secours sur les routes nues de la campagne ardennaise, mais ils ont tous été très rapidement stoppés et démolis. L'aviation allemande, au-dessus de nos têtes, est maîtresse des airs.

Vers midi, la puissance du tir ennemi n'a pas faibli. Notre artillerie a dû subir de gros dégâts, car la fréquence de ses tirs a diminué. Devant nous, nos camarades fantassins tiennent toujours, malgré la pluie continue d'obus. Beaucoup ont été touchés et cette résistance leur a déjà coûté cher. Les brancardiers évacuent les blessés vers l'infirmerie de campagne, installée dans un bois derrière nous. Leur puissance de feu a aussi diminué, mais ils tiennent et les Allemands ne passent pas.

Dans le cours de l'après-midi, les ennemis tentent quelques traversées de l'Aisne sur

des bateaux gonflables, mais toutes échouent, grâce au comportement héroïque de nos copains de première ligne : quel exemple ! On peut dire que ceux de 1914 n'auraient pas fait mieux. Eux luttaient à armes égales alors que notre ultime défense dans les Ardennes était réduite à un barrage de fantassins armés de fusils, fusils-mitrailleurs et mitrailleuses légères contre l'armée allemande et ses fantassins, valeureux, il faut le reconnaître, mais surtout ses chars, les nôtres étant inexistants, et son aviation. Quant à la nôtre - le peu d'avions que nous possédions -, elle s'est défendue efficacement quand la lutte n'était pas trop inégale. Nos pilotes de chasse n'avaient rien à envier à leurs adversaires, mais ils ont été dominés par le nombre.

La canonnade a diminué dans la soirée du 9 juin et la nuit suivante, mais l'efficacité de nos camarades aussi. Le nombre de tués et de blessés a éclairci leurs rangs sans épargner ceux des Allemands.

Dans la nuit du 9 au 10 juin, chacun tente de panser ses plaies et évalue ses chances. De notre côté, le moins que l'on puisse dire c'est que la situation n'est pas brillante.

Le lendemain, 10 juin, les tirs ennemis reprennent, mais, côté Français, nos artilleurs ne répondent que par quelques coups épars. Les voitures, chargées de nous ravitailler en munitions, voyageant à découvert sur la route venant de Saint-Loup vers les bords de l'Aisne, sont des cibles faciles pour l'ennemi. Bientôt, elles ne pourront plus passer et nous serons privés de munitions. En effet, vers midi, nos lignes ne sont plus desservies. Il ne reste plus que les réserves. Beaucoup d'hommes sont tués ou blessés et notre résistance diminue. Si mes souvenirs sont exacts, c'est sur notre gauche que le front a finalement cédé, permettant à quelques allemands de franchir la rivière. Nos camarades, encore en état de résister, continuent de défendre leurs positions, mais, petit à petit, à court de munitions, nos armes se taisent : la situation est désespérée… Les Allemands le savent : ils s'engagent de plus en plus…

Impuissants, la rage au cœur, nous sommes obligés d'abandonner le combat.

L'erreur,

10 juin, fin d'après-midi : les chars allemands croisent à notre gauche. Il n'y a plus de commandement. Nous sommes deux : un caporal séminariste de la région nantaise et moi. Nous venons de prendre une décision : celle de suivre à distance la vague allemande à travers les champs de blé - les blés étant suffisamment hauts pour nous camoufler. Nous pensons que c'est un moyen de nous évader, mon camarade a déjà pris les devants. Mais mon groupe décide de descendre vers Blanzy et me demande de les suivre. Indécis, j'opte pour ce choix… Je le regretterai amèrement quand, quelques mois plus tard, prisonnier dans la région berlinoise, j'apprendrai que le caporal avait réussi son coup…

Je me retrouve donc avec une dizaine de camarades, sous l'autorité du gradé le plus élevé, en attendant une décision, dans la cave de la mairie-école de Blanzy-la-Salonnaise. Pendant ces moments, nous y apprenons que le capitaine Soye a été tué en voulant parlementer avec les Allemands [*le capitaine Soye commandait la défense de Blanzy*]. A mon avis, la situation est sans issue. Quelques soldats allemands circulent à portée de fusil. Nous déclenchons le tir mais les renforts ennemis arrivent et nous somme vite encerclés. La riposte est brutale. La déflagration des grenades défensives remplit le local de fumée. La situation est intolérable et nous sommes obligés de nous rendre. Je ne vois pas l'état de mes autres compagnons, mais le plus proche de moi est sérieusement atteint.

A la sortie de la cave, nous sommes alignés contre un mur de la mairie. Une mitrailleuse est installée devant nous, une bande installée dans le canon. La situation est inquiétante et nous nous demandons sérieusement quel va être notre sort car le groupe de soldats auquel nous avons affaire a l'air particulièrement excité. Un ordre arrive et on nous commande de nous mettre en route – Nous sommes un peu

La mairie vers 1925

Les ruines de la mairie après les combats de Mai- Juin 1940

La mairie de Blanzy-la-Salonnaise avant les combats de juin 1940 (et après...), où s'était rétranché Papou avant qu'il ne soit fait prisonnier.
En hommage au régiment de Papou, le 24ème Régiment d'Infanterie, qui a résisté jusqu'au bout, la place de ce petit bourg porte le nom du régiment.

Le seul vestige restant de cette période est un vieux hangar qui conserve les traces des combats. Ses tôles sont percées d'innombrables trous, traces des balles de fusils et de mitrailleuses aux impacts plus visibles sur la photo ci-dessous

plus rassurés. Quelques-uns des nôtres tirent encore. Il y a un passage exposé à ces tirs à franchir. Les Allemands s'abritent tandis que nous devons passer cette zone à découvert.

La nuit suivante, nous sommes parqués dans une prairie et serrés, les uns contre les autres, avec interdiction de se lever. Le lendemain matin, il faut reprendre la route. Les plus chanceux sont ceux à qui il reste encore quelques restes de nourriture dans leurs poches, mais moi, comme beaucoup d'autres, nous partons pour sept jours sans aucune alimentation…

Après notre première journée de marche, nous nous arrêtons dans un grand champ, près de Signy l'Abbaye. Ce jour-là, le temps se dégrade : il pleut sans arrêt. Nous devons supporter ces mauvaises conditions pendant l'après-midi et une partie de la nuit. Le lendemain, la pluie a cessé, mais la chaleur est revenue. La soif se fait sentir. Dès que l'occasion se présente, nous nous allongeons pour boire une eau jaunie dans les premières mares qui se présentent. Il faut faire vite car la colonne avance. Nous arrivons ainsi à Givet, à la frontière belge. Quelques femmes sont sur le bord de la route et certains d'entre nous ont la chance d'attraper, au passage, un morceau de pain. Nous arrivons ensuite au camp de Beauraing, en Belgique, pour une pause d'une journée.

Nous commençons à souffrir cruellement de faim et de soif. Je croise des camarades anglais qui, pour se mettre quelque chose dans l'estomac, font bouillir de l'herbe dans une boîte de conserve ramassée on ne sait où. Il y a déjà plus d'une semaine que nous n'avons plus mangé.

Le soir, nous prenons un train pour l'Allemagne, entassés dans des wagons à bestiaux. Après avoir fermé les issues, on nous jette, pour la première fois, quelques boules de pain. Mais nous sommes une cinquantaine et après avoir partagé le pain de façon équitable, si chacun a pu y goûter, cela n'a pas calmé notre faim après une

semaine de jeûne.

Nous arrivons à Trier, ou Trèves, en français [*ville allemande, située sur la Moselle et proche de la frontière luxembourgeoise, où Popaul accomplira ses 15 mois de service militaire*]. Les drapeaux à croix gammée flottent sur tous les bâtiments. De la gare au camp qui se trouve sur une butte, il y a cinq kilomètres à parcourir à pied. Nous y parvenons tant bien que mal et c'est là que l'on nous sert, pour la première fois, un morceau de pain, agrémenté de matière grasse, un genre de saindoux. Pas très appétissant, mais, dans notre état, nous ne sommes pas difficiles.

Trier n'était qu'un camp de transit. J'y ai rencontré des gars du « pays » et j'ai même failli partir avec eux en direction de l'Autriche. J'ai finalement suivi mon groupe et nous avons été débarqués à Lukenwalde, au sud de Berlin, au stalag III A, à environ 800 km de la France.

Nous sommes alors aux environs du 14 juillet, nos abris sont des baraquements en bois ou en toiles de tente. Le camp est cerné de barbelés, avec des miradors équipés de mitrailleuses à chaque point de sortie. L'évasion n'y est certainement pas facile et, pour le moment, nous n'y pensons guère. Au début, notre couche était faite de paille étendue par terre, mais, avec le temps, il ne reste plus qu'une litière, mélange de restes de débris de paille et de terre. Au bout de quelques mois sont apparus les poux. Pour la nourriture, on peut dire qu'il s'agit du minimum vital : elle se composait d'une louche de soupe, mélange de feuilles de rutabagas et de restes d'abats. C'était le repas de midi. Dans la soirée, une tranche de pain, beurré de saindoux. C'était donc la nourriture d'une journée. Et bien sûr, nous avions toujours faim. La nuit, nous combattions les poux et, avec le ventre vide, nous dormions peu. La plupart d'entre nous avaient liquidé la maigre ration de la soirée et nous devions attendre le lendemain. Quant à moi, j'avais pris l'habitude de garder un morceau de ma dernière ration et, avant de m'allonger, je me camouflais – afin de ne pas faire souffrir les

autres - pour déguster ces restes, ce qui me permettait de dormir. Au bout de quelques semaines, ces privations se faisaient sentir, si bien que pour monter les quelques marches des toilettes, j'étais obligé de tirer sur la rampe d'acier. Fin juillet, on nous proposa d'aller travailler dans des fermes. Nous étions tous d'accord, bien sûr, dans l'espoir d'avoir à manger.

La ferme dans laquelle fut affecté Papou se trouvait à Ragow, une petite commune située à 30 km au sud-est de Berlin. Le stalag III A où il fut d'abord prisonnier se trouvait à Lukenwalde, à 70 km au sud-ouest de Ragow.

Prisonnier dans une ferme allemande

Les fermiers allemands qui avaient besoin d'aide sont venus nous chercher au camp et nous embarquons dans leurs remorques à tracteurs, car, à cette époque, ils étaient déjà équipés, du moins dans cette région.

Notre premier contact avec nos employeurs, mise à part la langue, bien sûr, ne fut pas trop difficile, mais nous étions si faibles qu'il n'était pas possible de nous atteler à un travail avant que nous ayons récupéré un peu de force. Le fait d'entrer dans une ferme fut pour moi un soulagement, pour mes camarades aussi sans doute. J'étais le seul à rejoindre la ferme où l'on m'avait affecté. Et, après ces mois de privation, j'appréciais surtout sa cuisine. Je pus enfin manger à ma faim.

Je suscitais la curiosité de ces gens et les questions fusaient de toutes parts, accompagnés de beaucoup de gestes et de rires, mais je me trouvais parachuté dans un autre univers et je ne comprenais rien à leur langue.

Peu à peu, je m'adaptais. Les premiers travaux consistaient à rentrer la moisson : le seigle dont ils tiraient leur pain. Je n'étais correctement alimenté que depuis quelques jours et mes forces n'étaient pas encore revenues. Mon organisme aussi en avait pris un coup. J'eus des ennuis de santé pendant une semaine environ mais, petit à petit, je retrouvais mes forces.

Le plus difficile restait la compréhension des ordres. Les gestes étaient plus efficaces que la parole.

C'est ainsi que je fis la connaissance de la famille avec laquelle j'allais passer un an. Le patron s'appelait Karl Schulz, l'aîné de ses deux enfants Paul (prononcer Paoul en allemand) était dans l'armée ; le second avait le prénom de son père : Karl ; la mère

s'appelait Marie. Il y avait aussi l'oncle que l'on appelait *onkel Wilhem*. Un jeune polonais, victime aussi de cette guerre, était aussi employé dans cette ferme. Il était un peu le souffre-douleur de la maison. Il s'appelait Alexander Scheminsky.

Je commençais à assimiler leur langue. Je bénéficiais aussi d'une aubaine. Un de mes camarades, un instituteur de la région brestoise, avait reçu de ses parents une méthode pour l'apprentissage de la langue allemande. J'en ai beaucoup profité car je pouvais en disposer à mon gré. J'étais très intéressé : d'abord pour pouvoir discuter avec les fermiers et, surtout, savoir ce qui se passait sur le front de la guerre. La lecture de leurs journaux m'était inaccessible, car tous étaient écrits en gothique et pratiquement indéchiffrables pour ceux qui ne connaissaient pas ces caractères. Au bout de quelque temps, la communication est devenue possible et le cultivateur, qui, lui aussi, était curieux de nature, me posait des questions sur tous les sujets qui pouvaient l'intéresser. C'est ainsi que, au cours du ramassage des patates, qui, selon leur habitude, se faisait à genoux, nous arrivions, facilement, à perdre une heure… Et j'avais intérêt à allonger les explications. C'était, pour moi, une façon de faire de la résistance passive.

Le jeune polonais et moi nous nous comprenions assez bien, grâce aux maigres connaissances que j'avais en allemand. Il n'avait, pour ainsi dire, pas de nouvelles de chez lui. Il me parlait de sa sœur, restée au pays, mais peu de ses parents.

Au début de mon arrivée dans la région berlinoise, il n'y avait que peu de raids aériens de l'aviation alliée, mais, peu à peu, les bombardements de nuit sont devenus de plus en plus fréquents sur la capitale allemande. Nous étions réveillés par le bruit des bombes, les cibles étant éloignées d'une vingtaine de kilomètres. Et, contrairement aux Allemands qui commençaient à s'affoler, nous suivions cette punition avec beaucoup d'intérêt.

Le lendemain, je pouvais juger de l'ampleur des dégâts, à la mine défaite de mes

employeurs et à leurs conversations en sourdine pour éviter de me faire connaître ce qui s'était passé.

Depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la façon de se dire bonjour « Gutt Morgen », comme chez nous, était devenue « Heil Hitler ! », mais on peut dire que les prisonniers ne se sont pas prêtés à cela.

Nous étions là contre notre volonté et, malgré nous, nous subissions leur loi. Ce peuple avait aussi ses qualités : il était ordonné, travailleur, tenace et, surtout, discipliné. Il avait le défaut d'être brutal. Durs entre eux, ils étaient aussi assez naïfs et les Français auxquels ils accordaient leur confiance arrivaient, assez fréquemment, à leur jouer des tours. Ils nous traitaient de « filous(s) ».

Dans cette région nord de l'Allemagne où j'étais, l'approche de l'hiver se faisait sentir tôt, dès le mois de septembre – le froid et le mauvais temps étaient choses courantes. La neige qui apparaissait au mois de novembre se prolongeait jusqu'en mai.

Note : *Papou retournera sur les lieux de sa captivité en 1964. Il était accompagné de Mamie. Il retrouva la ferme et les père et fils Karl Schulz qui, très émus, les accueillirent à bras ouverts. Albert ! Albert ! Criait Papa Schultz en appelant les voisins et en sautant partout !*

C'est un vrai pari que fit Papou en arrivant à la frontière de l'Allemagne de l'Est sans visa. Passer ainsi à l'Est semblait impossible en cette période de guerre froide. Papou qui s'exprimait sans doute suffisamment en allemand réussit, grâce à son histoire, à émouvoir quelque peu une secrétaire du poste frontière de Helmstedt-Marienborn, près de Magdebourg. Elle le conduisit à travers plusieurs bureaux pour qu'ils obtiennent finalement

l'autorisation qui leur accordait 48 heures pour accomplir leur périple (350 km aller et retour) sur des routes ou autoroutes désertes et peu carrossables de la RDA. Ralentis par le mauvais état de ces routes et par d'incessants contrôles, ils ne se sentirent pas très rassurés et ne passèrent que très peu de temps en compagnie des Schulz, avant de prendre la route du retour. La ferme était située à Ragow, à trente kilomètres au sud de Berlin, zone passée sous le contrôle des Russes à la libération.

Papou en compagnie des père et fils Karl Schulz, le 6 août 1964, lors de sa visite éclair à Ragow, en RDA.

II

Cette première partie a été écrite de la main de Papou. La suite est une compilation de notes de Mamie, dictées par Papou.

Popaul, qui a entendu évoquer ces souvenirs par Papou et par d'autres membres de la famille aujourd'hui disparus, les a réécrits. Ils concernent principalement quelques faits à Kervilio, la ferme de vos arrière-grands-parents, Eugène et Pauline, pendant la guerre et à la libération.

Libéré !

Le gouvernement de Pétain promulgua un décret, fin 1940, selon lequel les prisonniers de famille (d'agriculteurs ?) élevant au moins quatre enfants mineurs pourraient bénéficier d'une libération. Le recteur de St-Gilles-Pligeaux, maîtrisant parfaitement la langue allemande aida mes parents dans les démarches entreprises pour obtenir ma libération. Le dossier fut expédié en janvier 1941, mais sans beaucoup d'espoir car Julia, une de mes sœurs, devait atteindre sa majorité le 20 février 1920, les conditions ne seraient dès lors plus remplies. Pour information, étaient mineurs en janvier 1941 : Julia, Jean (1921), Yvonne (1925) et Marie-Thérèse (1930)

Et pourtant, un jour, ma sœur Yvonne en train de traire les vaches vit, par la porte de l'étable, apparaître, à sa grande surprise, un soldat français dans la cour de la ferme. C'était moi !

Ce fut la fête à Kervilio avec la famille et les amis. Mon père envoya chercher ma jeune sœur, Marie-Thérèse, alors en pension, pour qu'elle puisse m'embrasser.

Je repris ma place à la ferme, tout en continuant à me passionner pour la radio

avec André (né en 1917), un autre frère. Nous faisions même, déjà, des dépannages pour les particuliers.

Nous nous occupions aussi des étalons (ce qui ne fut pas ma grande passion, surtout lorsqu'il fallait les amener assez loin de la ferme. Je me rappelle une bête particulièrement récalcitrante qui ne m'autorisa pas à la chevaucher alors que nous avions une quinzaine de kilomètres à faire. Elle me désarçonna violemment plusieurs fois et je dus me résoudre à la conduire par le licol, en marchant à son côté.) Les chevaux étaient la passion de mon père qui parcourait, en vélo, toutes les foires pour le commerce de ces animaux : Lanrivain, St-Nicolas, Bulat-Pestivien, Callac, Bourbriac, le Méné-Bré, Plaintel, etc.

Depuis 1940, nous vivions sous l'occupation allemande. A la fin de 1942, à la demande d'Hitler, le décret de Sauckel lance le principe du travail obligatoire. Le 16 février 1943, la loi sur le Service du Travail Obligatoire est appliquée et stipule que tous les jeunes gens âgés de 20 à 22 ans peuvent être envoyés en Allemagne, qu'importent leurs qualifications. Jean, mon jeune frère né en 1921 est donc concerné – comme d'ailleurs Marcel, le papa de Daniel. Les jeunes gens doivent donc se cacher pour éviter cette réquisition. Avec mes frères, nous aménageons discrètement un trou dans un talus de champ qui nous servira de cachette lors des alertes. Elle servira comme on le verra plus loin.

Avant, les Allemands nous avaient obligé à creuser des tranchées et à planter des piquets anti-aériens dans un de nos grands champs [*peut-être la grande prairie qui est située à droite à l'entrée du bourg de St-Gilles, quand on vient de La Maison Neuve. Elle est particulièrement étendue, et aurait pu servir de terrain d'atterrissage à un avion.*]

En 1943, la résistance s'organise, dans notre secteur, avec le maquis de Corlay, dont je fais partie avec Prudent Le Denmat, le futur mari de ma sœur Julia, qui habite cette commune voisine. Prudent était un véritable gai luron et lorsqu'il apparaissait dans une maison, les gens se réjouissaient à l'idée d'entendre ses bonnes histoires.

Une anecdote qui aurait pu tourner au tragique le concerne. Un jour de juin 1943, Prudent était venu rendre visite à ma sœur Julia. Equipé d'un vélo neuf pour le besoin de son travail d'assureur à l'Union, il quittait Kervilio pour Corlay, tard, après le couvre-feu, fixé à 21 heures par les Allemands. A mi-chemin, au lieudit Le Petit-Paris, près de l'hippodrome actuel de Corlay, il tombe sur un barrage dressé par les soldats allemands. Pris dans le feu des projecteurs, il est interpellé, avec les sommations d'usage. Il saute immédiatement dans un champ, abandonnant sur la route son vélo. Courant, avec les soldats à ses trousses, il rejoint une ferme qu'il connaissait et, ni d'une, ni de deux, il saute dans la chambre des propriétaires par la fenêtre ouverte en criant : « Raymond c'est moi Prudent. Les boches sont à mes trousses ! » En effet, quelques instant plus tard, des motos entrent dans la cour de la ferme…

- On n'a vu personne… Grande peur et perte du vélo neuf !

Octobre 1943 : Julia épouse Prudent. Malgré les restrictions, ce fut une belle fête : veau, volaille, desserts, pain blanc, avec les produits de la ferme. Prudent et Julia s'installent au café de l'Espérance à la Gare de Corlay.

L'armée secrète s'organise. La résistance passe à l'action : sabotages, missions pour Londres, etc. Suivent des rafles. Les Allemands cherchent les « terroristes ». Un dimanche, à St-Gilles-Pligeaux, la gestapo échoue à arrêter un chef de la résistance de St-Brieuc, venu rendre visite à un membre de sa famille demeurant dans la commune. Poursuivi par les policiers allemands, ce résistant réussit à leur échapper, mais en sautant un talus, il se casse une jambe. Il est alors transporté à Kervilio, où nous allons le dissimuler dans la cache que nous avions aménagée. Il y restera plusieurs jours jusqu'à ce que l'on puisse l'évacuer.

Note de Popaul : à la fin des années cinquante, un dimanche, j'accompagnai Papa, Maman, Mémère et mon oncle Jean à St-Brieuc : nous allions rendre visite à mon grand-père Eugène, en clinique suite à une ruade d'un de ses étalons qui lui avait fracturé une jambe. Pendant que Maman et ma Grand-mère restaient auprès de Pépère, je me rappelle

très bien être allé avec Papa et Tonton Jean boire un pot dans un bar situé dans le quartier de Fred-Aubert. Ce commerce était tenu par l'homme blessé qui avait été caché à Kervilio. Ce fut une fête, le patron ameutant toute sa famille et les gens présents dans le café. Je n'ai conservé aucun nom…

A la demande d'un pharmacien de Corlay, Prudent nous demande d'héberger une réfugiée, madame Didier – Elle avait deux filles très « typées » : Fanny et Réva. Leur père était prisonnier, disait-elle. Cette dame semblait constamment traquée. Elle s'acquitta de travaux de couture à Kervilio, puis partit chez Prudent et Julia, chez qui elle avait une chambre pour revenir à Kervilio. Lors d'une rafle à Corlay, à laquelle elle échappa, elle dit à Julia qu'elle était juive. Nous l'ignorions.

Juin 1944 : nous fanions dans la grande prairie près du bourg. On vient me chercher. On nous amenait un officier anglais à la maison avec armes et munitions. Il venait d'être parachuté pour encadrer le maquis. On le réconforta : omelette, café d'orge et eau-de-vie. Puis il fut convoyé vers sa destination.

Les maquis se mettaient en place. Nous étions à quatre kilomètres du maquis de Coat-Mallouën. Il y avait aussi autour de St-Gilles, les maquis de Corlay et St-Nicolas. Kervilio était un lieu fréquenté par des passagers clandestins. Jean et moi partions, le soir, pour recevoir des parachutages d'armes.

La vie des maquisards étaient difficile : les nuits fraîches, les conditions précaires et, parfois, la peur au ventre. Nous dévalisions aussi les bureaux de tabac ou autres mairies, notamment pour récupérer les tickets de nourriture.

Les tracts commençaient à circuler parmi la population, ainsi que des journaux clandestins. Il y avait des arrestations, des exécutions, des règlements de compte, etc. Souvent, la lucidité et le discernement n'étaient pas les qualités premières des maquis. Nous étions en guerre. Comme cette imprudence qui faillit me coûter la vie. Un jour l'ensemble du maquis de Corlay était attablé dans le café du Petit-Paris, lieudit déjà

évoqué, pour se rafraîchir. Aucun guetteur pour sécuriser les abords, et notre présence avait certainement été dénoncée. Une colonne allemande venant de Corlay apparaît devant le café. Une automitrailleuse prend pour cible l'établissement et se met à l'arroser. La panique à l'intérieur. Tous les hommes se précipitent pour sortir par la petite porte située à l'arrière du bistrot vers les champs. Il y a embouteillage. Balles et éclats fusent de toutes parts. Avec un autre camarade, bloqués, plutôt que d'attendre notre tour - s'il arrive ? -, nous giclons par la porte principale devant le blindé qui mitraille. Comment en avons-nous réchappé, par quel miracle ? Il y eut des morts, dont la patronne du café.

[Note *de Popaul : j'ai plusieurs fois entendu évoquer cet épisode par Papou et d'autres, dont son copain de fortune, un homme jovial de St-Martin des Prés, lorsqu'il passait à St-Nicolas.*]

Un matin du mois de mai 1944, mon père se lève vers cinq heures. En regardant par la fenêtre qui donne sur l'arrière de la ferme, côté parc du château, il aperçoit, stupéfait, des soldats allemands. Il se dirige pour regarder devant, dans la cour. Ils sont là aussi. Ils visitent granges et étables et ils ont dressé des échelles et fouillent déjà les greniers. Il nous réveille tous et nous dit en breton : « Sortez vite de là ! Les Allemands sont dans la cour, nous sommes dénoncés ! »

Les Allemands ne trouveront rien mais toute la matinée, le temps d'une fouille en règle, la famille restera alignée contre le mur de l'étable, y compris ma petite sœur Marie-Thérèse qui avait 14 ans. Nous avons eu très peur…

Il faut dire que deux jours auparavant des maquisards, (originaires de Kerpert, dont Yves Sérandour, un bon copain) de passage avec leurs armes, s'étaient arrêtés un soir à la ferme pour manger. Ils voulaient y rester dormir mais mon père les en avait dissuadés : cela bougeait trop dans le secteur…

La famille Troël lors des noces d'or de Pauline et Eugène, les parents de Papou.
1. Patrick, 2. Jacques, 3. Jean-Louis, 4. Cécile, 5. Mémère, 6. Pépère, 7. Laurence, 8. Brigitte, 9. Gilles, 10. Monique, 11. Jacqueline, 12. René, 13. Luc, 14. Dominique, 15. Mamie, 16. Jeannette, épouse d'André, 17. Julia, soeur de Papou, 18. Thérèse, 19. Catherine, 20. Zabeth, 21. Yvon, 22. Jef, 23. Ri, 24. Popaul, 25. Papou, 26. André, frère de Papou, 27. Aristide Charles, époux d'Yvonne, 28. Yvonne, soeur de Papou, 29. Prudent Le Denmat, époux de Julia, 30. Jean, frère de Papou, 31. Madeleine, épouse de Jean, 32. Marie-Thérèse, soeur de Papou, 33. Pierre Cuzon, époux de Marie-Thérèse, 34. Stéphane, fils de Pierre et Marie-Thérèse.
Thérèse, Jacqueline, Cécile et Christian (absent sur la photo) sont les enfants d'André et Jeannette ; Catherine et Jean-Louis, les enfants de Prudent et Julia ; Yvon, Luc, Laurence et Gilles, les enfants d'Aristide et Yvonne ; Dominique, Patrick, René et Jacques, les enfants de Jean et Madeleine. Jef et Ri étaient des cousins de Papou.

Notes de Popaul :

Juin 1944 : le débarquement en Normandie, puis, en août, la libération. Quelques nids de résistance ennemie subsistent. Avec l'aide des Américains, les maquis libèrent Guingamp puis obtiennent la reddition des restes des forces allemandes du secteur regroupées dans la poche de Paimpol. Par deux fois, Papou, qui comprenait et parlait un peu l'allemand, aurait accompagné un officier lors de négociations avec les forces ennemies. C'est ce qu'il m'a dit. L'un de ces entretiens, sous le drapeau blanc, aurait eu lieu à Plounez, près de Paimpol.

Après que les Côtes-du-Nord eurent été libérées, les forces de résistance se dirigèrent vers Lorient, où s'étaient solidement retranchés les derniers combattants allemands. Papou prit la route avec son frère Jean et leur ami Marcel, le père de Daniel. Mais Papou – il avouera qu'il en avait marre depuis toutes ses années de l'armée – les quitta en route pour trouver un « emploi » plus pépère…

Les nouvelles autorités cherchaient des chauffeurs pour certaines missions… C'est ainsi qu'avec un joyeux St-Gillois, René Loyer dit Néné, ils prirent la route de Rennes où on leur confia une automobile pour convoyer des marchandises vers Plestin-les-Grèves. Ce matériel assez hétéroclite était destiné à une personnalité de la région – Il y avait des malles, des habits, des objets divers, etc. à livrer à l'adresse de celui qui deviendra un élu très connu après-guerre. Papou parlait de trafic… Plusieurs voyages Rennes-Plestin-Les-Grèves, 400 km aller et retour, étaient prévus, mais la longueur du voyage, le manque de motivation pour ce job et – pourquoi pas ? - la chaleur les obligeant à s'arrêter souvent pour se rafraîchir le gosier pendant que le moteur de l'auto refroidissait, firent qu'ils prirent énormément de retard sur les prévisions de délais les plus pessimistes. Cela entraîna leur licenciement à la deuxième « virée »…

Ils rentrèrent à St-Gilles (à la satisfaction de Papou). La liesse de la liberté retrouvée aidant, leur périple ne fut pas triste, c'est le moins que l'on puisse dire, d'après ce que j'ai compris… Je me rappelle Néné Loyer évoquer ces souvenirs à la maison…

Papou maire de St-Gilles-Pligeaux pendant 45 minutes ?

J'avais entendu dire par Mamie et par ma Tante Yvonne que Papou avait été « maire » de St-Gilles-Pligeaux pendant 45 mn après la libération …

Je n'avais pas pris cela très au sérieux et, il faut le dire, quand on est jeune, on manque parfois de curiosité.

Avec Zabeth et Daniel, nous avons donc contacté la mairie de St-Gilles pour savoir ce que contenait les archives sur les élections municipales de 1945 qui eurent lieu en avril et mai.

Je joignai le maire de St-Gilles, M. Le Moigne, au téléphone. L'histoire l'intéressa et il m'invita à le rappeler une semaine plus tard pour lui laisser le temps de compulser les archives de cette période. Voici ce qu'il me rapporta lorsque je le recontactai :

En novembre 1944, le conseil municipal ayant été dissous, le préfet nomma six personnes de la commune pour gérer les affaires courantes. Papou ne faisait pas partie de cette liste.

Si les élections municipales eurent lieu en avril et mai 1945, les archives municipales de St-Gilles, au grand étonnement du maire, n'en possèdent aucune trace…

Seul figure le compte-rendu du premier conseil municipal du 19 mai 1945 avec les douze noms des conseillers municipaux, comportant les six membres nommés par le préfet l'année précédente, plus six nouveaux noms dont Papou. Comment ces douze membres avaient-ils été « élus » ?

Il faut savoir que d'autres élections auront lieu à St-Gilles en 1947. Il n'est pas

exclu que dans les petites communes le préfet ait aussi désigné ces « élus ».

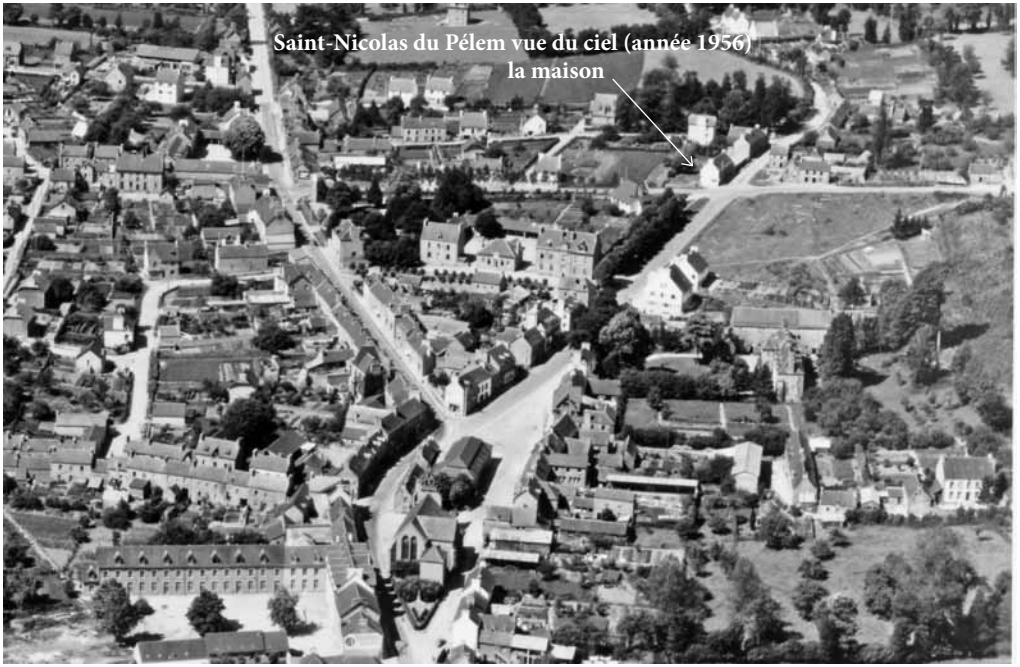
L'élection du maire eut lieu ce 19 mai 1945, lors de la réunion du premier conseil municipal (12 membres) d'après-guerre. Papou, avec 11 voix, fut nommé adjoint…

Le maire élu avec 7 voix fut M. Urvoy, le notaire de St-Gilles.

On peut donc imaginer que Papou fut élu au premier tour avec la totalité des voix, moins la sienne, puis qu'il refusa la charge. Il ne voyait déjà plus son avenir à St-Gilles.

Enfin, selon tante Marie-Thérèse, cette élection fut surtout l'occasion d'une belle fête à Kervilio, où la nombreuse assistance, famille, amis et voisins, vida toutes les bonnes bouteilles de la cave d'Auguste, le frère prêtre de notre grand-mère Pauline… Certains devaient avoir « la crête rouge »… expression de Mémère qui détestait l'alcool et les buveurs.

Papou fera la connaissance de Mamie au mariage de son frère André. Mamie était l'amie de notre tante Jeannette avec laquelle elle avait enseigné chez les sœurs à Ploubazlanec. Ils se marieront à Ploubazlanec, le 28 février 1946, et viendront s'installer à St-Nicolas du Pélem, au Haut-du-Bois, chez l'oncle Edouard, un frère de mon grand-père, à qui ils achèteront la maison et le débit de boisson que Mamie tiendra pendant que Papa s'occupera de radio-électricité. C'est dans cette maison que nous sommes nés Popaul, Zabeth, Monique et Brigitte et que nous avons passé toute notre enfance.



Je voudrais ajouter un fait émouvant concernant votre arrière grand-père Eugène.

Le père de Papou fit donc la guerre de 14-18. Il combattit à Verdun, en 1916, et à la fin de la guerre sur le front d'Orient.

Voici cette histoire qui m'a beaucoup marqué : en 1915, à Verdun, lors d'une attaque allemande, Pépère fut blessé et enseveli sous des monceaux de terre lors de l'explosion d'un obus. Seule sa main dépassait du tas de terre qui le recouvrait. Les troupes françaises se repliaient. Un soldat passant à côté remarqua qu'une main émergeant de la terre bougeait. Il s'arrêta et rapidement dégagea le visage de mon grand-père enseveli pour qu'il puisse respirer. Ne pouvant s'attarder derrière sa compagnie, il lui laissa sa musette dans sa main en attendant le passage des infirmiers qui suivaient. Ce geste lui sauva la vie.

En 1960, un dimanche matin, j'accompagnai Papou lorsque nous allâmes chercher un vieux monsieur et son épouse à Cléguérec, dans le Morbihan, pour les conduire à la Maison Neuve déjeuner chez mon grand-père et ma grand-mère. C'était le sauveur de mon grand-père. Ce fut très émouvant. Nous étions peu nombreux. Ma grand-mère et surtout mon grand-père, qui avait dû en voir de toutes les couleurs pendant sa vie, pleuraient. Il faisait ce jour la connaissance de son sauveur. Je pense que la musette lui avait fourni l'indice qui lui avait permis de le retrouver son sauveur de Verdun.

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE
DES MEMBRES
de la
LÉGION D'HONNEUR

CARTE DE MEMBRE

TROEL

TROEL

A propos de notre nom de famille

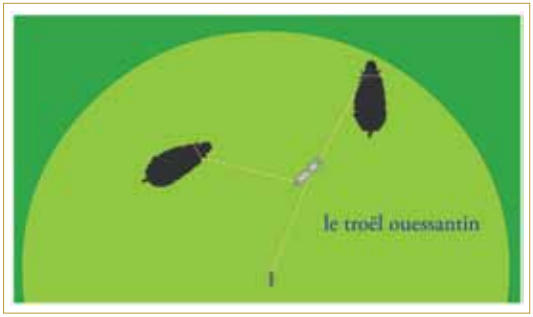
Papou n'avait guère d'explication pour notre nom de famille. Il connaissait pourtant bien le breton, mais n'y trouvait pas de traduction satisfaisante. Je l'ai entendu parler de « drôle » à propos de notre patronyme – Que cela ne tourne pas rond dans nos têtes, je n'y crois pas...

En arrivant dans le Finistère, on me dit que j'étais un « liseron », cette plante envahissante qui s'enroule autour des tiges de plante et des troncs d'arbre. Selon un historien loperhétois, en Breton, *troell* veut dire liseron, mais aussi manivelle ou volutes.

Peu de temps après, grâce à la pêche, je rencontrai un éminent professeur gallois, le Pr. Gwyn Merion-Jones, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire et la culture celte. Ce vieil érudit avait passé plusieurs dizaines d'années en Bretagne pour ses recherches et connaissait parfaitement le Breton. Je luis posais la question quant à la signification de notre nom. Il me répondit que Troël, en Gallois, langue celte proche du Breton, signifiait « ce qui tourne » - On pouvait y associer la roue, le rouet des filandières.

En 2013, Maryvonne, lors d'un week-end à l'île d'Ouessant, au large de la pointe du Finistère, découvrit un curieux ustensile, bien connu sur l'île, appelé et orthographié « troël », comme notre nom.

Cet outil représenté par la photo de la page suivante est fait d'un morceau de bois de quelque trente centimètres de longueur. Il est percé de trois trous. A chaque extrémité, était nouée une corde de quelques mètres. A l'autre bout de ces cordes était attaché un mouton noir d'Ouessant, la race locale. Une corde, de quelques mètres, nouée au trou central du troël était liée à un piquet, solidement planté en



terre. Ce dispositif réglable permettait donc de délimiter l'aire de pâturage de nos moutons noirs. Ouessant ne dispose que peu de surface de pâture partagée et non close.

Et que faisaient nos moutons ? Eh bien ! Ils tournaient autour du piquet et du troël. On retrouve donc la notion de cercle.

J'espère que vous m'avez suivi et que cela continue de tourner rond dans vos têtes…

A propos de l'origine des Troël

Ci-joint l'extrait d'un courrier, daté du 17 décembre 1966, adressé à votre arrière grand-père Eugène Troël. Il émanait d'un Monsieur E. Le Roy, 115 rue de Reuilly, Paris XII^{e} :

…A propos savez-vous que les Troël sont parmi les derniers émigrés arrivés d'Angleterre, vers le VII^{e} s., car les derniers venus posaient plus loin vers le dos du pays breton, pour trouver de la terre libre. Il y a beaucoup de Troël, Tropel, Trovel, Trobel dans le pays de Guingamp. Je connaissais un seul Trobel qui ait dépassé les monts, à la Motte [commune située au nord de Loudéac]…

Il eut été intéressant de savoir ce qui permettait à ce monsieur d'écrire ces lignes.

Nous n'avons pas été assez curieux…

Le comité d'édition en plein travail...

Nous remercions :

- Notre chère tante Marie-Thérèse, pour ses précisions et ses compléments ;
- Monsieur Le Moigne, maire de St-Gilles-Pligeaux ;
- Madame Favreau, maire de Blanzy-la-Salonnaise, pour son aide ;
- Monsieur Demoulin de Blanzy-la-Salonnaise pour ses documents et pour l'accueil sympathique qu'il a réservé à Christine.